

No. 17119

MULTILATERAL

Convention on the prohibition of military or any other hostile use of environmental modification techniques (with annex). Adopted by the General Assembly of the United Nations on 10 December 1976

*Authentic texts: English, French, Arabic, Chinese, Russian and Spanish.
Registered ex officio on 5 October 1978.*

MULTILATÉRAL

Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (avec annexe). Adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 10 décembre 1976

*Textes authentiques : anglais, français, arabe, chinois, russe et espagnol.
Enregistrée d'office le 5 octobre 1978.*

CONVENTION¹ SUR L'INTERDICTION D'UTILISER DES TECHNIQUES DE MODIFICATION DE L'ENVIRONNEMENT À DES FINS MILITAIRES OU TOUTES AUTRES FINS HOSTILES

Les Etats parties à la présente Convention,

Guidés par les intérêts du renforcement de la paix et désireux de contribuer à arrêter la course aux armements, à réaliser un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, ainsi qu'à préserver l'humanité du danger de voir utiliser de nouveaux moyens de guerre,

Résolus à poursuivre des négociations en vue de réaliser des progrès effectifs vers de nouvelles mesures dans le domaine du désarmement,

Reconnaissant que les progrès de la science et de la technique peuvent ouvrir de nouvelles possibilités en ce qui concerne la modification de l'environnement,

Rappelant la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, adoptée à Stockholm le 16 juin 1972²,

Conscients du fait que l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques pourrait améliorer les relations entre l'homme et la nature et contribuer à protéger et à améliorer l'environnement pour le bien des générations actuelles et à venir,

¹ Entrée en vigueur le 5 octobre 1978 à l'égard des Etats suivants, soit après le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des instruments de ratification par 20 gouvernements, conformément à l'article IX, paragraphes 2 et 3 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>	<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
Yémen	20 juillet 1977	Royaume-Uni, ainsi que les Iles Salomon, de l'Etat de Brunéi et des zones de souveraineté du Royaume-Uni d'Akrotiri et de Dhekelia dans l'île de Chypre.)	
Cuba	10 avril 1978	Mongolie	19 mai 1978
Chypre	12 avril 1978	République démocratique allemande .	25 mai 1978
Danemark	19 avril 1978	Union des Républiques socialistes soviétiques	30 mai 1978
Hongrie	19 avril 1978	Bulgarie	31 mai 1978
Sri Lanka	25 avril 1978	République socialiste soviétique de Biélorussie	7 juin 1978
Tunisie	11 mai 1978	Pologne	8 juin 1978
Tchécoslovaquie	12 mai 1978	République socialiste soviétique d'Ukraine	13 juin 1978
Finlande	12 mai 1978	Ghana	22 juin 1978
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	16 mai 1978	Espagne	19 juillet 1978
(Avec une déclaration d'application à l'égard du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats associés [Antigua, Dominique, Saint-Christophe-et-Nevis et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent] et des territoires sous la souveraineté territoriale de		République démocratique populaire lao	5 octobre 1978

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour l'Etat suivant à la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de son instrument d'adhésion, conformément à l'article IX, paragraphe 4 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument d'adhésion</i>
Malawi	5 octobre 1978

(Avec effet au 5 octobre 1978.)

² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972, U.N.A./CONF. 1-14, 1972, p. 3.

Reconnaissant, toutefois, que l'utilisation de ces techniques à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles pourrait avoir des effets extrêmement préjudiciables au bien-être de l'homme,

Désireux d'interdire efficacement l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, afin d'éliminer les dangers que cette utilisation présente pour l'humanité, et affirmant leur volonté d'œuvrer à la réalisation de cet objectif,

Désireux également de contribuer au renforcement de la confiance entre les nations et à une nouvelle amélioration de la situation internationale, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. 1. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à ne pas utiliser à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles des techniques de modification de l'environnement ayant des effets étendus, durables ou graves, en tant que moyens de causer des destructions, des dommages ou des préjudices à tout autre Etat partie.

2. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à n'aider, encourager ou inciter aucun Etat, groupe d'Etats ou organisation internationale à mener des activités contraires aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

Article II. Aux fins de l'article premier, l'expression « techniques de modification de l'environnement » désigne toute technique ayant pour objet de modifier — grâce à une manipulation délibérée de processus naturels — la dynamique, la composition ou la structure de la Terre, y compris ses biotes, sa lithosphère, son hydrosphère et son atmosphère, ou l'espace extra-atmosphérique.

Article III. 1. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques et sont sans préjudice des principes généralement reconnus et des règles applicables du droit international concernant une telle utilisation.

2. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à faciliter un échange aussi complet que possible d'informations scientifiques et techniques sur l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins pacifiques, et ont le droit de participer à cet échange. Les Etats parties qui sont en mesure de le faire devront contribuer, à titre individuel ou conjointement avec d'autres Etats ou des organisations internationales, à une coopération internationale économique et scientifique en vue de la protection, de l'amélioration et de l'utilisation pacifique de l'environnement, compte dûment tenu des besoins des régions en développement du monde.

Article IV. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires conformément à ses procédures constitutionnelles pour interdire et prévenir toute activité contrevenant aux dispositions de la présente Convention en tous lieux relevant de sa juridiction ou de son contrôle.

Article V. 1. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à se consulter mutuellement et à coopérer entre eux pour résoudre tous problèmes qui pourraient se poser à propos des objectifs de la présente Convention ou de l'application de ses dispositions. Les activités de consultation et de coopération

visées au présent article peuvent également être entreprises grâce à des procédures internationales appropriées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à sa Charte. Ces procédures internationales peuvent comprendre les services d'organisations internationales appropriées, ainsi que ceux d'un comité consultatif d'experts comme prévu dans le paragraphe 2 du présent article.

2. Aux fins énoncées dans le paragraphe 1 du présent article, le Dépositaire, dans le mois qui suivra la réception d'une demande émanant d'un Etat partie, convoquera un comité consultatif d'experts. Tout Etat partie peut désigner un expert audit comité, dont les fonctions et le règlement intérieur sont énoncés dans l'annexe, laquelle fait partie intégrante de la Convention. Le Comité consultatif communiquera au Dépositaire un résumé de ses constatations de fait où figureront toutes les opinions et informations présentées au Comité au cours de ses délibérations. Le Dépositaire distribuera le résumé à tous les Etats parties.

3. Tout Etat partie à la présente Convention qui a des raisons de croire qu'un autre Etat partie agit en violation des obligations découlant des dispositions de la Convention peut déposer une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Cette plainte doit être accompagnée de tous les renseignements pertinents ainsi que de tous les éléments de preuve possibles confirmant sa validité.

4. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à coopérer à toute enquête que le Conseil de sécurité pourrait entreprendre, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, sur la base de la plainte reçue par le Conseil. Ce dernier communique les résultats de l'enquête aux Etats parties.

5. Chaque Etat partie à la présente Convention s'engage à venir en aide ou à prêter son appui, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, à tout Etat partie qui en fait la demande, si le Conseil de sécurité décide que ladite partie a été lésée ou risque d'être lésée par suite d'une violation de la Convention.

Article VI. 1. Tout Etat partie à la présente Convention peut proposer des amendements à la Convention. Le texte de tout amendement proposé sera soumis au Dépositaire, qui le communiquera sans retard à tous les Etats parties.

2. Un amendement entrera en vigueur à l'égard de tous les Etats parties à la présente Convention qui l'auront accepté dès le dépôt auprès du Dépositaire des instruments d'acceptation par une majorité des Etats parties. Par la suite, il entrera en vigueur à l'égard de tout autre Etat partie à la date du dépôt de son instrument d'acceptation.

Article VII. La présente Convention a une durée illimitée.

Article VIII. 1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Dépositaire convoquera une conférence des Etats parties à la Convention, à Genève (Suisse). Cette conférence examinera le fonctionnement de la Convention en vue de s'assurer que ses objectifs et ses dispositions sont en voie de réalisation; elle examinera en particulier l'efficacité des dispositions du paragraphe 1 de l'article premier pour éliminer les dangers d'une utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

2. Par la suite, à des intervalles non inférieurs à cinq ans, une majorité des Etats parties à la présente Convention pourra, en soumettant une proposition à cet effet au Dépositaire, obtenir la convocation d'une conférence ayant les mêmes objectifs.

3. Si aucune conférence n'a été convoquée conformément au paragraphe 2 du présent article dans les dix ans ayant suivi la fin d'une précédente conférence, le Dépositaire demandera l'avis de tous les Etats parties à la présente Convention au sujet de la convocation d'une telle conférence. Si un tiers des Etats parties ou dix d'entre eux, le nombre à retenir étant le plus faible des deux, répondent par l'affirmative, le Dépositaire prendra immédiatement des mesures pour convoquer la conférence.

Article IX. 1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification par vingt gouvernements, conformément au paragraphe 2 du présent article.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le Dépositaire informera sans délai tous les Etats qui auront signé la présente Convention ou qui y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et de tous amendements y relatifs, ainsi que de la réception de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par le Dépositaire conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article X. La présente Convention, dont les textes français, anglais, arabe, chinois, espagnol et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies dûment certifiées conformes aux gouvernements des Etats qui auront signé la Convention ou y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à Genève le dix-huit mai mil neuf cent soixante-dix-sept.

ANNEXE À LA CONVENTION

COMITÉ CONSULTATIF D'EXPERTS

1. Le Comité consultatif d'experts entreprendra de faire les constatations de fait appropriées et de fournir des avis autorisés concernant tout problème soulevé, conformément au paragraphe 1 de l'article V de la présente Convention, par l'Etat partie qui demande la convocation du Comité.

2. Les travaux du Comité consultatif d'experts seront organisés de façon à lui permettre de s'acquitter des fonctions énoncées au paragraphe 1 de la présente annexe. Le Comité prendra les décisions sur des questions de procédure relatives à l'organisation de ses travaux si possible par consensus mais, sinon, à la majorité de ses membres présents et votants. Il ne sera pas procédé à des votes sur des questions de fond.

3. Le Dépositaire ou son représentant exercera les fonctions de Président du Comité.

4. Chaque expert peut être assisté lors des séances par un ou plusieurs conseillers.

5. Chaque expert aura le droit, par l'intermédiaire du Président, de demander aux Etats et aux organisations internationales les renseignements et l'assistance qu'il jugera souhaitables pour permettre au Comité de s'acquitter de sa tâche.

For Afghanistan:
Pour l'Afghanistan :
عن أفغانستان :
阿富汗 :
За Афганистан:
Por el Afganistán:

For Albania:
Pour l'Albanie :
عن ألبانيا :
阿尔巴尼亚 :
За Албанию:
Por Albania:

For Algeria:
Pour l'Algérie :
عن الجزائر :
阿尔及利亚 :
За Алжир:
Por Argelia:

For Angola:
Pour l'Angola :
عن أنغولا :
安哥拉 :
За Анголу:
Por Angola:

For Argentina:
Pour l'Argentine :
عن الأرجنتين :
阿根廷 :
За Аргентину:
Por la Argentina:

For Australia:
Pour l'Australie :
عن امتراليا :
澳大利亚:
За Австралию:
For Australia:

PEACOCK
31-V-78

For Austria:
Pour l'Autriche :
عن النمسا :
奥地利:
За Австрию:
For Austria:

For the Bahamas:
Pour les Bahamas :
عن البهاما :
巴哈马:
За Багамские Острова:
For las Bahamas:

For Bahrain:
Pour Bahreïn :
عن البحرين :
巴林:
За Бахрейн:
For Bahrein:

For Bangladesh:
Pour le Bangladesh :
عن بنغلاديش :
孟加拉国:
За Бангладеш:
For Bangladesh:

For Barbados:
Pour la Barbade :
عن بربادوس :
巴巴多斯:
За Барбадос:
Por Barbados:

For Belgium:
Pour la Belgique :
عن بلجيكا :
比利時:
За Бельгию:
Por Bélgica:

P. NOTERDAEME

For Benin:
Pour le Bénin :
عن بنين :
贝宁:
За Бенин:
Por Benin:

T. BOYA
10 juin 1977

For Bhutan:
Pour le Bhoutan :
عن بوتان :
不丹:
За Бутан:
Por Bhután:

For Bolivia:
Pour la Bolivie :
عن بوليفيا :
玻利维亚:
За Боливию:
Por Bolivia:

TOMÁS GUILLERMO ELIO
Ambassador

For Botswana:
Pour le Botswana :
عن بوتسوانا :
博茨瓦納:
За Ботсвану:
Por Botswana:

For Brazil:
Pour le Brésil :
عن البرازيل :
巴西:
За Бразилию:
Por el Brasil:

SÉRGIO CORRÊA AFFONSO DA COSTA
9 November 1977

For Bulgaria:
Pour la Bulgarie :
عن بلغاريا :
保加利亚:
За България:
Por Bulgaria:

PÉTAR MLADENOV

For Burma:
Pour la Birmanie :
عن بورما :
緬甸:
За Бирму:
Por Birmania:

For Burundi:
Pour le Burundi :
عن بوروندي :
布隆迪:
За Бурунди:
Por Burundi:

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
 Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
 عن جمهورية بيلوروسيا الاشتراكية السوفياتية :
 白俄罗斯苏维埃社会主义共和国 :
 За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
 Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia:

A. GURINOVICH

For Canada:
 Pour le Canada :
 عن كندا :
 加拿大 :
 За Канаду:
 Por el Canadá:

R. HARRY JAY

For Cape Verde:
 Pour le Cap-Vert :
 عن الرأس الأخضر :
 佛得角 :
 За Острова Зеленого Мыса:
 Por Cabo Verde:

For the Central African Empire:
 Pour l'Empire centrafricain :
 عن الامبراطورية الافريقية الوسطى :
 中非共和国 :
 За Центральноафриканскую Империю:
 Por el Imperio Centrafricano:

For Chad:
 Pour le Tchad :
 عن تشاد :
 乍得 :
 За Чад:
 Por el Chad:

For Chile:
Pour le Chili :
عن شيلي :
智利:
За Чили:
Por Chile:

For China:
Pour la Chine :
عن الصين :
中国:
За Китай:
Por China:

For Colombia:
Pour la Colombie :
عن كولومبيا :
哥伦比亚:
За Колумбию:
Por Colombia:

For the Comoros:
Pour les Comores :
عن كومورو :
科摩罗:
За Коморские Острова:
Por las Comoras:

For the Congo:
Pour le Congo :
عن الكونغو :
刚果:
За Конго:
Por el Congo:

For Costa Rica:
Pour le Costa Rica :
عن كوستاريكا :
哥斯达黎加:
За Коста-Рику:
Por Costa Rica:

For Cuba:
Pour Cuba :
عن كوبا :
古巴:
За Кубу:
Por Cuba:

RICARDO ALARCÓN DE QUESADA
23 September 1977

For Cyprus:
Pour Chypre :
عن قبرص :
塞浦路斯:
За Кипр:
Por Chipre:

ZENON ROSSIDES
7 October 1977

For Czechoslovakia:
Pour la Tchécoslovaquie :
عن تشيكوسلوفاكيا :
捷克斯洛伐克:
За Чехословакию:
Por Checoslovaquia:

B. CHNOUPEK

For Democratic Kampuchea:
Pour le Kampuchea démocratique :
عن كمبوتشيا الديمقراطية :
民主柬埔寨:
За Демократическую Кампучию:
Por Kampuchea Democrática:

For the Democratic People's Republic of Korea:
Pour la République populaire démocratique de Corée :
عن جمهورية كوريا الشعبية الديمقراطية :
朝鮮民主主義人民共和國:
За Корейскую Народно-Демократическую Республику:
Por la República Popular Democrática de Corea:

For Democratic Yemen:
Pour le Yémen démocratique :
عن اليمن الديمقراطية :
民主也門:
За Демократический Йемен:
Por el Yemen Democrático:

For Denmark:
Pour le Danemark :
عن الدانمارك :
丹麥:
За Данию:
Por Dinamarca:

H. KASTOFT

For the Dominican Republic:
Pour la République Dominicaine :
عن الجمهورية الدومينيكية :
多米尼加共和国:
За Доминиканскую Республику:
Por la República Dominicana:

For Ecuador:
Pour l'Equateur :
عن اکوادور :
厄瓜多尔:
За Эквадор:
Por el Ecuador:

For Egypt:
Pour l'Égypte :
عن مصر :
埃及:
За Египет:
Por Egipto:

For El Salvador:
Pour El Salvador :
عن السلفادور :
萨尔瓦多:
За Сальвадор:
Por El Salvador:

For Equatorial Guinea:
Pour la Guinée équatoriale :
عن غينيا الاستوائية :
赤道几内亚:
За Экваториальную Гвинею:
Por Guinea Ecuatorial:

For Ethiopia:
Pour l'Éthiopie :
عن اثيوبيا :
埃塞俄比亚:
За Эфиопию:
Por Etiopía:

ATO GEBRE-KIDAN ALULA

For Fiji:
Pour Fidji :
عن فيجي :
斐济:
За Фиджи:
Por Fiji:

For Finland:
 Pour la Finlande :
 عن فنلندا :
 芬兰 :
 За Финляндию:
 Por Finlandia:

M. TUOVINEN

For France:
 Pour la France :
 عن فرنسا :
 法国 :
 За Францию:
 Por Francia:

For Gabon:
 Pour le Gabon :
 عن غابون :
 加蓬 :
 За Габон:
 Por el Gabón:

For Gambia:
 Pour la Gambie :
 عن غامبيا :
 冈比亚 :
 За Гамбию:
 Por Gambia:

For the German Democratic Republic:
 Pour la République démocratique allemande :
 عن الجمهورية الديمقراطية الألمانية :
 德意志民主共和国 :
 За Германскую Демократическую Республику:
 Por la República Democrática Alemana:

OSKAR FISCHER

For Germany, Federal Republic of:
 Pour l'Allemagne, République fédérale d' :
 عن ألمانيا ، جمهورية الاتحادية :
 德意志联邦共和国:
 За Федеративную Республику Германия:
 Por Alemania, República Federal de:

CARL-WERNER SANNE

With the proviso that the correct designation of the Federal Republic of Germany in the Russian language is "Federativnuju Respubliku Germaniju"¹

For Ghana:
 Pour le Ghana :
 عن غانا :
 加纳:
 За Гану:
 Por Ghana:

FRANK EDMUND BOATEN
 21st March 1978

For Greece:
 Pour la Grèce :
 عن اليونان :
 希腊:
 За Грецию:
 Por Grecia:

For Grenada:
 Pour la Grenade :
 عن غرينادا:
 格林纳达:
 За Гренаду:
 Por Granada:

¹ [TRANSDUCTION — TRANSLATION] Etant entendu que la désignation correcte en langue russe de la République fédérale d'Allemagne est, en l'occurrence, « Federativnuju Respubliku Germaniju ».

For Guatemala:
Pour le Guatemala :
عن غواتيمالا :
危地馬拉：
За Гватемалу:
Por Guatemala:

For Guinea:
Pour la Guinée :
عن غينيا :
几内亚：
За Гвинею:
Por Guinea:

For Guinea-Bissau:
Pour la Guinée-Bissau :
عن غينيا - بيساو :
几内亚—比绍：
За Гвинею-Бисау:
Por Guinea-Bissau:

For Guyana:
Pour la Guyane :
عن غيانا :
圭亚那：
За Гайану:
Por Guyana:

For Haiti:
Pour Haïti :
عن هايتي :
海地：
За Гаити:
Por Haïti:

For the Holy See:
Pour le Saint-Siège :

عن الكرسي الرسولي :

教廷 :

За Святейший престол:

Por la Santa Sede:

SILVIO LUONI
27 mai 1977

For Honduras:
Pour le Honduras :

عن هندوراس :

洪都拉斯 :

За Гондурас:

Por Honduras:

For Hungary:
Pour la Hongrie :

عن هنغاريا :

匈牙利 :

За Венгрию:

Por Hungría:

FRIGYES PUJA

For Iceland:
Pour l'Islande :

عن آيسلندا :

冰島 :

За Исландию:

Por Islandía:

HARALDUR KRÖYER

For India:
Pour l'Inde :

عن الهند :

印度 :

За Индию:

Por la India:

RIKHI JAIPAL
15 December 1977

For Indonesia:
 Pour l'Indonésie :
 عن اندونيسيا :
 印度尼西亚 :
 За Индонезию:
 Por Indonesia:

For Iran:
 Pour l'Iran :
 عن ايران :
 伊朗 :
 За Иран:
 Por el Irán:

MANOUCHEHR FARTASH

For Iraq:
 Pour l'Irak :
 عن العراق :
 伊拉克 :
 За Ирак:
 Por el Iraq:

BASSAM KUBBA
 19 / /10¹

For Ireland:
 Pour l'Irlande :
 عن ايرلندا :
 爱尔兰 :
 За Ирландию:
 Por Irlanda:

SEÁN GAYNOR

For Israel:
 Pour Israël :
 عن اسرائيل :
 以色列 :
 За Израиль:
 Por Israel:

¹ 15 August 1977 — 15 août 1977.

For Italy:
Pour l'Italie :
عن إيطاليا :
意大利 :
За Италию:
Por Italia:

RAIMONDO MANZINI

For the Ivory Coast:
Pour la Côte d'Ivoire :
عن ساحل العاج :
象牙海岸 :
За Берег Слоновой Кости:
Por la Costa de Marfil:

For Jamaica:
Pour la Jamaïque :
عن جامايكا :
牙买加 :
За Ямайку:
Por Jamaica:

For Japan:
Pour le Japon :
عن اليابان :
日本 :
За Японию:
Por el Japón:

For Jordan:
Pour la Jordanie :
عن الأردن :
约旦 :
За Иорданию:
Por Jordania:

For Kenya:

Pour le Kenya :

: عن كينيا :

肯尼亚:

За Кению:

Por Kenya:

For Kuwait:

Pour le Koweït :

: عن الكويت :

科威特:

За Кувейт:

Por Kuwait:

For the Lao People's Democratic Republic:

Pour la République démocratique populaire lao :

: عن جمهورية لاو الديمقراطية الشعبية:

老挝人民民主共和国:

За Лаосскую Народно-Демократическую Республику:

Por la República Democrática Popular Lao:

V. SOURINHO

Le 13/4/1978

For Lebanon:

Pour le Liban :

: عن لبنان :

黎巴嫩:

За Ливан:

Por el Líbano:

MAHMOUD BANNA

For Lesotho:

Pour le Lesotho :

: عن ليسوتو :

莱索托:

За Лесото:

Por Lesotho:

For Liberia:
 Pour le Libéria :
 عن ليبيريا :
 利比里亚:
 За Либерию:
 Por Liberia:

H. FREEMAN

For the Libyan Arab Jamahiriya:
 Pour la Jamahiriya arabe libyenne :
 عن الجماهيرية العربية الليبية :
 阿拉伯利比亚共和国 :
 За Ливийскую Арабскую Джамахирию:
 Por la Jamahiriya Arabe Libia:

For Liechtenstein:
 Pour le Liechtenstein :
 عن لختنشتين :
 列支敦士登:
 За Лихтенштейн:
 Por Liechtenstein:

For Luxembourg:
 Pour le Luxembourg :
 عن لكسمبرغ :
 卢森堡 :
 За Люксембург:
 Por Luxemburgo:

Sous réserve de ratification¹
 JEAN RETTEL

For Madagascar:
 Pour Madagascar :
 عن مدغشقر :
 马达加斯加 :
 За Мадагаскар:
 Por Madagascar:

¹ Subject to ratification.

For Malawi:
Pour le Malawi :
عن ملاوي :
马拉维：
За Малави:
Por Malawi:

For Malaysia:
Pour la Malaisie :
عن ماليزيا :
马来西亚：
За Малайскую Федерацию:
Por Malasia:

For the Maldives:
Pour les Maldives :
عن ملديف :
马尔代夫：
За Мальдивы:
Por las Maldivas:

For Mali:
Pour le Mali :
عن مالي :
马里：
За Мали:
Por Malí:

For Malta:
Pour Malte :
عن مالطه :
马耳他：
За Мальту:
Por Malta:

For Mauritania:
Pour la Mauritanie :
عن موريتانيا :
毛里塔尼亚 :
За Мавританию:
Por Mauritania:

For Mauritius:
Pour Maurice :
عن موريشيوس :
毛里求斯 :
За Маврикий:
Por Mauricio:

For Mexico:
Pour le Mexique :
عن المكسيك :
墨西哥 :
За Мексику:
Por México:

For Monaco:
Pour Monaco :
عن موناكو :
摩纳哥 :
За Монако:
Por Mónaco:

For Mongolia:
Pour la Mongolie :
عن منغوليا :
蒙古 :
За Монголию:
Por Mongolia:

MANGALYN DUGERSUREN

For Morocco:
Pour le Maroc :
عن المغرب :
摩洛哥 :
За Марокко:
Por Marruecos:

ALI SKALLI

For Mozambique:
Pour le Mozambique :
عن موزامبيق :
莫桑比克 :
За Мозамбик:
Por Mozambique:

For Nauru:
Pour Nauru :
عن ناورو :
瑙鲁 :
За Науру:
Por Nauru:

For Nepal:
Pour le Népal :
عن نيبال :
尼泊尔 :
За Непал:
Por Nepal:

For the Netherlands:
Pour les Pays-Bas :
عن هولندا :
荷兰 :
За Нидерланды:
Por los Países Bajos:

C. A. VAN DER KLAUW

For New Zealand:
Pour la Nouvelle-Zélande :
عن نيوزيلندا :
新西兰 :
За Новую Зеландию:
Por Nueva Zelandia:

For Nicaragua:
Pour le Nicaragua :
عن نيكاراغوا :
尼加拉瓜 :
За Никарагуа:
Por Nicaragua:

JOSÉ ALVARADO CORREA
11 Agosto 1977¹

For the Niger:
Pour le Niger :
عن النيجر :
尼日尔 :
За Нигер:
Por el Níger:

For Nigeria:
Pour le Nigéria :
عن نيجيريا :
尼日利亚 :
За Нигерию:
Por Nigeria:

For Norway:
Pour la Norvège :
عن النرويج :
挪威 :
За Норвегию:
Por Noruega:

JOHAN ZEIER CAPPELEN

¹ 11 August 1977 — 11 août 1977.

For Oman:
Pour l'Oman :
عن عمان :
阿曼 :
За Оман:
Por Omán:

For Pakistan:
Pour le Pakistan :
عن باكستان :
巴基斯坦 :
За Пакистан:
Por el Pakistán:

For Panama:
Pour le Panama :
عن بنما :
巴拿马 :
За Панаму:
Por Panamá:

For Papua New Guinea:
Pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée :
عن بابوا غينيا الجديدة :
巴布亚新几内亚 :
За Папуа-Новую Гвинею:
Por Papua Nueva Guinea:

For Paraguay:
Pour le Paraguay :
عن باراغواي :
巴拉圭 :
За Парагвай:
Por el Paraguay:

For Peru:
Pour le Pérou :
عن بيرو :
秘魯 :
За Перу:
Por el Perú:

For the Philippines:
Pour les Philippines :
عن الفلبين :
菲 律 宾 :
За Филиппины:
Por Filipinas:

For Poland:
Pour la Pologne :
عن بولندا :
波 兰 :
За Польшу:
Por Polonia:

EMIL WOJTASZEK

For Portugal:
Pour le Portugal :
عن البرتغال :
葡 萄 牙 :
За Португалию:
Por Portugal:

ADRIANO DE CARVALHO

For Qatar:
Pour le Qatar :
عن قطر :
卡 塔 尔 :
За Катар:
Por Qatar:

For the Republic of Korea:
Pour la République de Corée :
: عن جمهورية كوريا
大韓民國:
За Корейскую Республику:
Por la República de Corea:

For Romania:
Pour la Roumanie :
: عن رومانيا
罗马尼亚:
За Румынию:
Por Rumania:

CONSTANTIN ENE

For Rwanda:
Pour le Rwanda :
: عن رواندا
卢旺达:
За Руанду:
Por Rwanda:

For Samoa:
Pour le Samoa :
: عن ساموا
萨摩亚:
За Самоа:
Por Samoa:

For San Marino:
Pour Saint-Marin :
: عن سان مارينو
圣马力诺:
За Сан-Марино:
Por San Marino:

For Sao Tome and Principe:

Pour Sao Tomé-et-Principe :

: عن سان تومي وبرينسيبي :

圣多美和普林西比 :

За Сан-Томе и Принсипи:

Por Santo Tomé y Príncipe:

For Saudi Arabia:

Pour l'Arabie Saoudite :

: عن المملكة العربية السعودية :

沙特阿拉伯 :

За Саудовскую Аравию:

Por Arabia Saudita:

For Senegal:

Pour le Sénégal :

: عن السنغال :

塞内加尔 :

За Сенегал:

Por el Senegal:

For Seychelles:

Pour les Seychelles :

: عن سيشيل :

塞舌尔 :

За Сейшельские острова:

Por Seychelles:

For Sierra Leone:

Pour la Sierra Leone :

: عن سيراليون :

塞拉勒窝内 :

За Сьерра-Леоне:

Por Sierra Leona:

S. GBUJAMA
12th April 1978

For Singapore:
Pour Singapour :
عن سنغافوره :
新加坡 :
За Сингапур:
Por Singapur:

For the Socialist Republic of Viet Nam:
Pour la République socialiste du Viet Nam :
عن جمهورية فيتنام الاشتراكية :
越南社会主义共和国 :
За Социалистическую Республику Вьетнам:
Por la República Socialista de Viet Nam:

For Somalia:
Pour la Somalie :
عن الصومال :
索马里 :
За Сомали:
Por Somalia:

For South Africa:
Pour l'Afrique du Sud :
عن افريقيا الجنوبية :
南非 :
За Южную Африку:
Por Sudáfrica:

For Spain:
Pour l'Espagne :
عن اسبانيا :
西班牙 :
За Испанию:
Por España:

FERNANDO BENITO MESTRE

For Sri Lanka:
Pour Sri Lanka :
عن سرى لانكا :
斯里兰卡:
За Шри Ланка:
Por Sri Lanka:

H. S. AMERASINGHE
June 8, 1977

For the Sudan:
Pour le Soudan :
عن السودان :
苏丹:
За Судан:
Por el Sudán:

For Surinam:
Pour le Surinam :
عن سورينام :
苏里南:
За Суринам:
Por Surinam:

For Swaziland:
Pour le Souaziland :
عن سوازيلند :
斯威士兰:
За Свазиленд:
Por Swazilandia:

For Sweden:
Pour la Suède :
عن السويد :
瑞典:
За Швецию:
Por Suecia:

For Switzerland:

Pour la Suisse :

: عن سويسرا :

瑞士:

За Швейцарию:

Por Suiza:

For the Syrian Arab Republic:

Pour la République arabe syrienne :

: عن الجمهورية العربية السورية :

阿拉伯叙利亚共和国:

За Сирийскую Арабскую Республику:

Por la República Árabe Siria:

MOWAFFAK ALLAF

4/8/1977¹

For Thailand:

Pour la Thaïlande :

: عن تايلند :

泰国:

За Таиланд:

Por Tailandia:

For Togo:

Pour le Togo :

: عن توغو :

多哥:

За Того:

Por el Togo:

For Tonga:

Pour les Tonga :

: عن تونغا :

汤加:

За Тонгу:

Por Tonga:

¹ 4 August 1977 — 4 août 1977.

For Trinidad and Tobago:
 Pour la Trinité-et-Tobago :
 عن ترينيداد وتوباغو :
 特立尼达和多巴哥:
 За Тринидад и Тобаго:
 Por Trinidad y Tabago:

For Tunisia:
 Pour la Tunisie :
 عن تونس :
 تونس:
 За Тунис:
 Por Túnez:

M. MESTIRI
 Le 11 mai 1978

For Turkey:
 Pour la Turquie :
 عن تركيا :
 土耳其:
 За Турцию:
 Por Turquía:

E. YAVUZLAP
 (With interpretive Statement.)

In the opinion of the Turkish Government the terms “widespread”, “long lasting” and “severe effects” contained in the Convention need to be more clearly defined. So long as this clarification is not made the Government of Turkey will be compelled to interpret itself the terms in question and consequently it reserves the right to do so as and when required.

Furthermore, the Government of Turkey believes that the difference between “military or any other hostile purposes” and “peaceful purposes” should be more clearly defined so as to prevent subjective evaluations.¹

¹ [TRANSDUCTION — TRANSLATION] Le Gouvernement turc est d'avis qu'il faudrait préciser le sens des termes « effets étendus, durables ou graves » qui figurent dans la Convention. Aussi longtemps que ces précisions manqueront, le Gouvernement turc se verra contraint de suivre sa propre interprétation à ce sujet, et il se réserve le droit de le faire de la façon et au moment qui lui conviendront.

Par ailleurs, le Gouvernement turc pense qu'il conviendrait de mieux distinguer les « fins militaires ou toutes autres fins hostiles » des « fins pacifiques », de façon à éviter toute interprétation subjective.

For Uganda:
 Pour l'Ouganda :
 : عن اوغندا
 乌干达:
 За Уганду:
 Por Uganda:

A. M. OGOLA

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:
 Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :
 : عن جمهورية اوكرانيا الاشتراكية السوفياتية
 乌克兰苏维埃社会主义共和国:
 За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:
 Por la República Socialista Soviética de Ucrania:

G. G. SHEVEL

For the Union of Soviet Socialist Republics:
 Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
 : عن اتحاد الجمهوريات الاشتراكية السوفياتية
 苏维埃社会主义共和国联盟:
 За Союз Советских Социалистических Республик:
 Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:

A. GROMYKO

For the United Arab Emirates:
 Pour les Emirats arabes unis :
 : عن الامارات العربية المتحدة
 阿拉伯联合酋长国:
 За Объединенные Арабские Эмираты:
 Por los Emiratos Arabes Unidos:

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
 Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
 : عن المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية
 大不列颠及北爱尔兰联合王国:
 За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
 Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

Lord GORONWY-ROBERTS

For the United Republic of Cameroon:

Pour la République-Unie du Cameroun :

: عن جمهورية الكاميرون المتحدة :

喀麦隆联合共和国:

За Объединенную Республику Камерун:

Por la República Unida del Camerún:

For the United Republic of Tanzania:

Pour la République-Unie de Tanzanie :

: عن جمهورية تنزانيا المتحدة :

坦桑尼亚联合共和国:

За Объединенную Республику Танзания:

Por la República Unida de Tanzania:

For the United States of America:

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

: عن الولايات المتحدة الأمريكية :

美利坚合众国:

За Соединенные Штаты Америки:

Por los Estados Unidos de América:

CYRUS VANCE

For the Upper Volta:

Pour la Haute-Volta :

: عن فولتا العليا :

上沃尔特:

За Верхнюю Вольту:

Por el Alto Volta:

For Uruguay:

Pour l'Uruguay :

: عن اوروغواي :

乌拉圭:

За Уругвай:

Por el Uruguay:

For Venezuela:

Pour le Venezuela :

عن فنزويلا :

委內瑞拉:

За Венесуэлу:

Por Venezuela:

For Yemen:

Pour le Yémen :

عن اليمن :

也門:

За Йемен:

Por el Yemen:

ADNAN TARCICI

For Yugoslavia:

Pour la Yougoslavie :

عن يوغوسلافيا :

南斯拉夫:

За Югославию:

Por Yugoslavia:

For Zaire:

Pour le Zaïre :

عن زائير :

扎伊尔:

За Заир:

Por el Zaire:

MUKUNA KABONGO
28 février 1978

For Zambia:

Pour la Zambie :

عن زامبيا :

赞比亚:

За Замбию:

Por Zambia: